ᐆᓂᐯᑯᐃᓐᑦᑦ ᓄᖏᑦᑭᐃᓐᑦᑦ ᐁ ᓇᑕᒫᑐᑦᑖᐤ (ᐃᓐᑦᑦ ᐊᔾᔨ)
Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee)
Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee)

ᐃᓐᑦᑦ ᑎᐯᓐᖏᒥᑦ
Cree Nation Government
Gouvernement de la Nation Crie

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LA NATION CRIE D'EEYOU ISTCHEE NOTE AVEC PRÉOCCUPATION L'ADOPTION DU PROJET DE LOI 96

Nemaska, Eeyou Istchee (2 juin 2022) – La Nation crie d'Eeyou Istchee note avec préoccupation l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec du projet de loi 96, *Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français*.

De nombreuses inquiétudes ont été soulevées quant à la manière dont elle pourrait porter atteinte aux droits ou compromettre le développement de la Nation crie. Dans sa forme actuelle, cependant, le projet de loi 96 semble tenir peu compte du contexte et de la réalité des Cris en Eeyou Istchee. Il semble tenir peu compte également des droits des Cris issus de traités en vertu de la *Convention de la Baie James et du Nord québécois* (CBJNQ) et des droits ancestraux des Cris, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire de la CBJNQ.

Tel que rédigé, le projet de loi 96 est susceptible de porter atteinte aux droits des Cris et au développement social, culturel, économique et politique de la Nation crie. Les effets prévus sur les droits des Cris en ce qui concerne l'accès aux collèges de langue anglaise, aux services de santé et aux services sociaux ainsi qu'aux services de justice en anglais sont particulièrement préoccupants.

La Grande Chef Mandy Gull-Masty déclare : « Nous avons fait part de certaines de nos préoccupations au gouvernement du Québec et avons indiqué notre volonté de travailler avec lui pour trouver des solutions. Nous demeurons ouverts au dialogue. Une solution consistera à renforcer l'utilisation de la langue crie, qui est au cœur de l'identité de la nation crie. À l'aube de la Décennie internationale des langues autochtones, il est tout à fait approprié de rappeler que notre langue crie doit être activement protégée, revitalisée et promue. »

À l'instar d'autres nations autochtones de la province sujettes à des conséquences désavantageuses, la Nation crie a suivi et continuera de suivre de près et d'évaluer les impacts potentiels du projet de loi actuel sur les droits de nos membres.

- 30 -

Contact : Flora Weistche, Attachée politique (514) 604-3276